

Die Verfassung der Französischen Republik vom 24. Juni 1793

(Montagnard- oder jakobinische Verfassung)

La Constitution du 24 Juin 1793

(Originalsprache: Französisch)

Declaration des Droits de L'Homme et du Citoyen

Le peuple français, convaincu que l'oubli et le mépris des droits naturels de l'homme, sont les seules causes des malheurs du monde, a résolu d'exposer dans une déclaration solennelle, ces droits sacrés et inaliénables, afin que tous les citoyens pouvant comparer sans cesse les actes du gouvernement avec le but de toute institution sociale, ne se laissent jamais opprimer, avilir par la tyrannie ; afin que le peuple ait toujours devant les yeux les bases de sa liberté et de son bonheur; le magistrat la règle de ses devoirs ; le législateur l'objet de sa mission. - En conséquence, il proclame, en présence de l'Être suprême, la déclaration suivante des droits de l'homme et du citoyen.

ARTICLE PREMIER. Le but de la société est le bonheur commun. - Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la puissance de ses droits naturels et imprescriptibles.

ART. 2. - Ces droits sont l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété.

ART. 3. - Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi.

ART. 4. - La loi est l'expression libre et solennelle de la volonté générale; elle est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse ; elle ne peut ordonner que ce qui est juste et utile à la société; elle ne peut défendre que ce qui lui est nuisible.

ART. 5. - Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois publics. Les peuples libres ne connaissent d'autres motifs de préférence, dans leurs élections, que les vertus et les talents.

ART. 6. - La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui : elle a pour principe la nature; pour règle la justice; pour sauvegarde la loi; sa limite morale est dans cette maxime : Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait.

ART. 7. - Le droit de manifester sa pensée et ses

Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte

Das französische Volk hat in der Überzeugung, dass Vergessen und Verachtung der natürlichen Menschenrechte die einzigen Ursachen des Unglücks in der Welt sind, sich entschlossen, in einer feierlichen Erklärung diese heiligen und unveräußerlichen Rechte darzulegen, damit alle Bürger ständig die Handlungen der Regierung mit dem Ziel jeder gesellschaftlichen Einrichtung vergleichen können und sich daher niemals durch die Tyrannei unterdrücken und entehren lassen; damit das Volk immer die Grundlagen seiner Freiheit und seines Glückes, die Obrigkeit den Massstab ihrer Pflichten, der Gesetzgeber den Gegenstand seiner Aufgaben vor Augen haben. Infolgedessen verkündet sie in Gegenwart des Allerhöchsten folgende Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte:

Art. 1. Das Ziel der Gesellschaft ist das allgemeine Glück. Die Regierung ist eingesetzt, um dem Menschen den Genuss seiner natürlichen und unveräußerlichen Rechte zu verbürgen.

Art. 2. Diese Rechte sind Gleichheit, Freiheit, Sicherheit, Eigentum.

Art. 3. Alle Menschen sind von Natur und vor dem Gesetz gleich.

Art. 4. Das Gesetz ist der freie und feierliche Ausdruck des allgemeinen Willens; es ist für alle das gleiche, sei es, dass es schützt, sei es, dass es bestraft; es kann nur das befehlen, was gerecht und der Gesellschaft nützlich ist; es kann nur das verbieten, was ihr schädlich ist.

Art. 5. Alle Bürger sind zu den öffentlichen Ämtern in gleicher Weise zugelassen. Freie Völker kennen bei ihren Wahlen keine anderen Gründe der Bevorrechtung als Tugend und Talent.

Art. 6. Die Freiheit ist die Macht, die dem Menschen erlaubt, das zu tun, was den Rechten eines anderen nicht schadet; sie hat als Grundlage die Natur, als Massstab die Gerechtigkeit, als Schutzwehr das Gesetz. Ihre moralische Begrenzung liegt in dem Grundsatz: «Was du nicht willst, das man dir tu, das füg auch keinem andern zu.»

Art. 7. Das Recht, seinen Gedanken und Meinun-

opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, le droit de s'assembler paisiblement, le libre exercice des cultes, ne peuvent être interdits. - La nécessité d'énoncer ces droits suppose ou la présence ou le souvenir récent du despotisme.

ART. 8. - La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés.

ART. 9. - La loi doit protéger la liberté publique et individuelle contre l'oppression de ceux qui gouvernent.

ART. 10. - Nul ne doit être accusé, arrêté ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Tout citoyen, appelé ou saisi par l'autorité de la loi, doit obéir à l'instant; il se rend coupable par la résistance.

ART. 11. - Tout acte exercé contre un homme hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique; celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit de le repousser par la force.

ART. 12. - Ceux qui solliciteraient, expédieraient, signeraient, exécuteraient ou feraient exécuter des actes arbitraires, seraient coupables, et doivent être punis.

ART. 13. - Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

ART. 14. - Nul ne doit être jugé et puni qu'après avoir été entendu ou légalement appelé, et qu'en vertu d'une loi promulguée antérieurement au délit. La loi qui punirait les délits commis avant qu'elle existât serait une tyrannie; l'effet rétroactif donné à la loi serait un crime.

ART. 15. - La loi ne doit décerner que des peines strictement et évidemment nécessaires : les peines doivent être proportionnées au délit et utiles à la société.

ART. 16. - Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de

gen durch die Presse oder auf jede andere Art Ausdruck zu geben, das Recht, sich friedlich zu versammeln, die freie Ausübung von Gottesdiensten können nicht untersagt werden. Die Notwendigkeit, diesen Rechten Ausdruck zu geben, setzt das Vorhandensein oder die frische Erinnerung an Despotismus voraus.

Art. 8. Die Sicherheit beruht in dem Schutz, den die Gesellschaft jedem ihrer Glieder für die Erhaltung seiner Person, seiner Rechte und seines Eigentums zusichert.

Art. 9. Das Gesetz soll die allgemeine und persönliche Freiheit gegen die Unterdrückung durch die, die regieren, sichern.

Art. 10. Jeder kann nur in den durch das Gesetz bestimmten Fällen und in den Formen, die es vorschreibt, angeklagt, verhaftet und gefangen gehalten werden. Jeder Bürger, der auf Grund des Gesetzes geladen oder ergriffen wird, muss sofort gehorchen; er macht sich auch durch Widerstand strafbar.

Art. 11. Jede Handlung, die gegen einen Menschen ausser den im Gesetz bestimmten Fällen und Formen begangen wird, ist willkürlich und tyrannisch; derjenige, gegen den man sie mit Gewalt durchführen will, hat das Recht, sie mit Gewalt abzuwehren.

Art. 12. Diejenigen, die willkürliche Akte veranlassen, fördern, unterzeichnen, ausführen oder ausführen lassen, sind schuldig und müssen bestraft werden.

Art. 13. Da jeder Mensch für unschuldig zu halten ist, solange er nicht für schuldig erklärt worden ist, soll, wenn es als unumgänglich erachtet wird, ihn zu verhaften, jede Härte, die nicht notwendig ist, um sich seiner Person zu versichern, durch das Gesetz ernstlich verboten sein.

Art. 14. Gerichtet und bestraft werden darf nur, wer gehört oder gesetzlich vorgeladen worden ist und nur auf Grund eines vor Begehen der Tat verkündeten Gesetzes. Das Gesetz, das Vergehen, die vor seiner Schaffung begangen wurden, bestrafen wollte, wäre Tyrannei; einem Gesetz rückwirkende Kraft zu geben, wäre ein Verbrechen.

Art. 15. Das Gesetz soll nur die durchaus und unumgänglich notwendigen Strafen festlegen; die Strafen sollen der Tat angemessen und der Gesellschaft nützlich sein.

Art. 16. Das Recht auf Eigentum ist das, das jedem Bürger erlaubt, seine Güter, seine Einkünfte, den Ertrag seiner Arbeit und seines Fleisses zu

son travail et de son industrie.

ART. 17. - Nul genre de travail, de culture, de commerce, ne peut être interdit à l'industrie des citoyens.

ART. 18. - Tout homme peut engager ses services, son temps; mais il ne peut se vendre, ni être vendu; sa personne n'est pas une propriété aliénable. La loi ne reconnaît point de domesticité; il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance, entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie.

ART. 19. - Nul ne peut être privé de la moindre portion de sa propriété sans son consentement, si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement constatée l'exige, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

ART. 20. - Nulle contribution ne peut être établie que pour l'utilité générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir à l'établissement des contributions, d'en surveiller l'emploi, et de s'en faire rendre compte.

ART. 21. - Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler.

ART. 22. - L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique, et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens.

ART. 23. - La garantie sociale consiste dans l'action de tous, pour assurer à chacun la jouissance et la conservation de ses droits; cette garantie repose sur la souveraineté nationale.

ART. 24. - Elle ne peut exister, si les limites des fonctions publiques ne sont pas clairement déterminées par la loi, et si la responsabilité de tous les fonctionnaires n'est pas assurée.

ART. 25. - La souveraineté réside dans le peuple; elle est une et indivisible, imprescriptible et inaliénable.

ART. 26. - Aucune portion du peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier; mais chaque section du souverain assemblée doit jouir du

geniessen und über sie nach seinem Gutdünken zu verfügen.

Art. 17. Keine Art der Arbeit, des Erwerbes und des Handels kann dem Fleisse der Bürger verwehrt werden.

Art. 18. Jeder Mensch kann über seine Dienste und seine Zeit verfügen; aber er kann sich nicht verkaufen noch verkauft werden; seine Person ist kein veräußerliches Eigentum. Das Gesetz erkennt keine Dienstbarkeit an; nur über die Dienstleistungen und die Entschädigung dafür kann zwischen dem Menschen, der arbeitet, und dem, der ihn anstellt, eine Vereinbarung stattfinden.

Art. 19. Ohne seine Einwilligung darf niemand des geringsten Teiles seines Eigentums beraubt werden, wenn es nicht die gesetzlich festgestellte öffentliche Notwendigkeit erfordert, und unter der Bedingung einer gerechten und vorher festgesetzten Entschädigung.

Art. 20. Eine Steuer darf nur für den allgemeinen Nutzen auferlegt werden. Alle Bürger haben das Recht, bei der Festsetzung der Steuern mitzuwirken, über ihre Anwendung zu wachen und sich davon Rechenschaft geben zu lassen.

Art. 21. Die öffentliche Unterstützung ist eine heilige Schuld. Die Gesellschaft schuldet ihren unglücklichen Mitbürgern den Unterhalt, indem sie ihnen entweder Arbeit verschafft oder denen, die ausserstande sind, zu arbeiten, die Mittel für ihr Dasein sichert.

Art. 22. Der Unterricht ist für alle eine Bedürfnis. Die Gesellschaft soll mit aller Macht die Fortschritte der öffentlichen Aufklärung fördern und den Unterricht allen Bürgern zugänglich machen.

Art. 23. Die gesellschaftliche Bürgschaft besteht in der Tätigkeit aller, um einem jeden den Genuss und die Erhaltung seiner Rechte zu sichern: diese Bürgschaft beruht auf der Volkssouveränität.

Art. 24. Sie kann nicht bestehen, wenn die Grenzen der öffentlichen Verwaltung durch das Gesetz nicht deutlich bestimmt sind, und wenn die Verantwortlichkeit aller Beamten nicht gesichert ist.

Art. 25. Die Souveränität ruht im Volk; sie ist einheitlich und unteilbar, unverjährbar und unveräußerlich.

Art. 26. Kein Teil des Volkes kann die Macht des gesamten Volkes ausüben; aber jeder Teil des souveränen Volkes, der sich versammelt, genießt

droit d'exprimer sa volonté avec une entière liberté.

ART. 27. - Que tout individu qui usurperait la souveraineté soit à l'instant mis à mort par les hommes libres.

ART. 28. - Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures.

ART. 29. - Chaque citoyen a un droit égal de concourir à la formation de la loi et à la nomination de ses mandataires ou de ses agents.

ART. 30. - Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires ; elles ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs.

ART. 31. - Les délits des mandataires du peuple et de ses agents ne doivent jamais être impunis. Nul n'a le droit de se prétendre plus inviolable que les autres citoyens.

ART. 32. - Le droit de présenter des pétitions aux dépositaires de l'autorité publique ne peut, en aucun cas, être interdit, suspendu ni limité.

ART. 33. - La résistance à l'oppression est la conséquence des autres Droits de l'homme.

ART. 34. - Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé.

ART. 35. - Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

Acte Constitutionnel

De la République

ARTICLE PREMIER. - La République française est une et indivisible.

De la distribution du peuple

ART. 2. - Le peuple français est distribué, pour l'exercice de sa souveraineté, en Assemblées primaires de canton.

ART. 3. - Il est distribué, pour l'administration et pour la justice, en départements, districts, municipalités.

De l'état des citoyens

ART. 4. - Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ; - Tout étranger

das Recht, seinen Willen mit voller Freiheit auszudrücken.

Art. 27. Jedes Individuum, das die Souveränität sich anmassen will, soll sogleich durch die freien Männer zum Tode verurteilt werden.

Art. 28. Ein Volk hat stets das Recht, seine Verfassung zu revidieren, zu verbessern und zu ändern. Eine Generation kann ihren Gesetzen nicht die künftigen Generationen unterwerfen.

Art. 29. Jeder Bürger hat das gleiche Recht, an der Gesetzgebung und der Ernennung seiner Beauftragten oder seiner Vertreter mitzuwirken.

Art. 30. Öffentliche Dienste sind ihrem Wesen nach zeitlich begrenzt; sie können nicht als Auszeichnungen noch als Belohnungen, sondern nur als Verpflichtungen betrachtet werden.

Art. 31. Vergehen der Beauftragten des Volkes oder seiner Vertreter sollen niemals straflos bleiben. Niemand hat das Recht, sich für unverletzlicher als die übrigen Bürger zu halten.

Art. 32. Das Recht, den öffentlichen Behörden Gesuche einzureichen, kann in keinem Falle untersagt, aufgehoben oder eingeschränkt werden.

Art. 33. Der Widerstand gegen Unterdrückung ist die Folge der übrigen Menschenrechte.

Art. 34. Unterdrückung der Gesamtheit der Gesellschaft ist es, wenn auch nur eines ihrer Glieder unterdrückt wird; Unterdrückung jedes einzelnen Gliedes ist es, wenn die Gesamtheit der Gesellschaft unterdrückt wird.

Art. 35. Wenn die Regierung die Rechte des Volkes verletzt, ist für das Volk und jeden Teil des Volkes der Aufstand das heiligste seiner Rechte und die unerlässlichste seiner Pflichten.

Verfassungsurkunde

Von der Republik

Art. 1. Die Französische Republik ist einheitlich und unteilbar.

Von der Einteilung des Volkes

Art. 2. Das französische Volk ist zur Ausübung seiner Souveränität in Urversammlungen nach Kantonen eingeteilt.

Art. 3. Es ist für die Verwaltung und Rechtspflege in Departements, Bezirke und Gemeinden eingeteilt.

Vom Stand der Bürger

Art. 4. Jeder in Frankreich geborene und ansässige Mann, der das Alter von 21 Jahren erlangt hat,

âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année - Y vit de son travail - Ou acquiert une propriété - Ou épouse une Française - Ou adopte un enfant - Ou nourrit un vieillard; - Tout étranger enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité - Est admis à l'exercice des Droits de citoyen français.

ART. 5. - L'exercice des Droits de citoyen se perd - Par la naturalisation en pays étranger - Par l'acceptation de fonctions ou faveurs émanées d'un gouvernement non populaire; - Par la condamnation à des peines infamantes ou afflictives, jusqu'à réhabilitation.

ART. 6. - L'exercice des Droits de citoyen est suspendu - Par l'état d'accusation; - Par un jugement de contumace, tant que le jugement n'est pas anéanti.

De la souveraineté du peuple

ART. 7. - Le peuple souverain est l'universalité des citoyens français.

ART. 8. - Il nomme immédiatement ses députés.

ART. 9. - Il délègue à des électeurs le choix des administrateurs, des arbitres publics, des juges criminels et de cassation.

ART. 10. - Il délibère sur les lois.

Des Assemblées primaires

ART. 11. - Les Assemblées primaires se composent des citoyens domiciliés depuis six mois dans chaque canton.

ART. 12. - Elles sont composées de deux cents citoyens au moins, de six cents au plus, appelés à voter.

ART. 13. - Elles sont constituées par la nomination d'un président, de secrétaires, de scrutateurs.

ART. 14. - Leur police leur appartient.

ART. 15. - Nul n'y peut paraître en armes.

ART. 16. - Les élections se font au scrutin, ou à haute voix, au choix de chaque votant.

ART. 17. - Une Assemblée primaire ne peut, en aucun cas, prescrire un mode uniforme de voter.

ART. 18. - Les scrutateurs constatent le vote des

jeder Ausländer, der das Alter von 21 Jahren erlangt hat, in Frankreich seit einem Jahr ansässig ist und dort von seiner Arbeit lebt oder ein Besitztum erwirbt oder eine Französin geheiratet hat oder ein Kind annimmt oder einen Greis ernährt; jeder Ausländer endlich, von dem die gesetzgebende Körperschaft erklärt, dass er sich um die Menschheit besonders verdient gemacht hat, ist zur Ausübung der Rechte eines französischen Bürgers zugelassen.

Art. 5. Die Ausübung der Bürgerrechte geht verloren durch Einbürgerung im Ausland; durch die Annahme von Ämtern oder Begünstigungen seitens einer nicht demokratischen Regierung; durch die Verurteilung zu ehrenrührigen oder körperlichen Strafen bis zur Rehabilitation.

Art. 6. Die Ausübung der Bürgerrechte wird unterbrochen durch die Versetzung in den Anklagezustand.

Von der Volkssouveränität

Art. 7. Das souveräne Volk ist die Gesamtheit der französischen Bürger.

Art. 8. Es wählt unmittelbar seine Abgeordneten.

Art. 9. Es überträgt seinen Wahlmännern die Wahl der Administratoren, der Schiedsrichter, der Strafrichter und der Richter der Kassationshöfe.

Art. 10. Es beschliesst über die Gesetze.

Von den Urversammlungen

Art. 11. Die Urversammlungen bestehen aus den Bürgern, die seit 6 Monaten in einem Kanton wohnen.

Art. 12. Sie bestehen aus mindestens 200, höchstens 600 Bürgern, die zusammengerufen sind, um abzustimmen.

Art. 13. Sie werden durch die Wahl eines Präsidenten, von Sekretären und Stimmzählern konstituiert.

Art. 14. Ihnen steht eine eigene Polizei zu.

Art. 15. Niemand darf bewaffnet erscheinen.

Art. 16. Die Wahlen erfolgen geheim oder mit lauter Stimme nach Belieben jedes Abstimmenden.

Art. 17. Eine Urversammlung kann in keinem Falle eine einheitliche Art, abzustimmen, vorschreiben.

Art. 18. Die Stimmzähler stellen die Abstimmung

citoyens qui, ne sachant pas écrire, préfèrent de voter au scrutin.

ART. 19. - Les suffrages sur les lois sont donnés par oui et par non.

ART. 20. - Le voeu de l'Assemblée primaire est proclamé ainsi : Les citoyens réunis en Assemblée primaire de... au nombre de... votants, votent pour ou votent contre, à la majorité de...

De la Représentation nationale

ART. 21. - La population est la seule base de la représentation nationale.

ART. 22. - Il y a un député en raison de quarante mille individus.

ART. 23. - Chaque réunion d'Assemblées primaires, résultant d'une population de 39 000 à 41 000 âmes, nomme immédiatement un député.

ART. 24. - La nomination se fait à la majorité absolue des suffrages.

ART. 25. - Chaque Assemblée fait le dépouillement des suffrages, et envoie un commissaire pour le recensement général au lieu désigné comme le plus central.

ART. 26. - Si le premier recensement ne donne point de majorité absolue, il est procédé à un second appel, et on vote entre les deux citoyens qui ont réuni le plus de voix.

ART. 27. - En cas d'égalité de voix, le plus âgé a la préférence, soit pour être ballotté, soit pour être élu. En cas d'égalité d'âge, le sort décide.

ART. 28. - Tout Français exerçant les droits de citoyen est éligible dans l'étendue de la République.

ART. 29. - Chaque député appartient à la nation entière.

ART. 30. - En cas de non-acceptation, démission, déchéance ou mort d'un député, il est pourvu à son remplacement par les Assemblées primaires qui l'ont nommé.

ART. 31. - Un député qui a donné sa démission ne peut quitter son poste qu'après l'admission de son successeur.

ART. 32. - Le peuple français s'assemble tous les ans, le 1er mai, pour les élections.

der Bürger fest, die nicht schreiben können und doch vorziehen, geheim abzustimmen.

Art. 19. Abstimmungen über Gesetze erfolgen durch Ja oder Nein.

Art. 20. Die Abstimmung der Urversammlungen wird folgendermassen verkündet: «Die in der Urversammlung vereinten Bürger von..., an Zahl... Abstimmende, stimmen dafür oder stimmen dagegen mit der Majorität von ...»

Von der Nationalrepräsentation

Art. 21. Die Bevölkerungszahl ist die einzige Grundlage der Nationalrepräsentation.

Art. 22. Auf 40 000 Personen entfällt ein Abgeordneter.

Art. 23. Jeder Zusammenschluss von Urversammlungen, der auf einer Bevölkerungszahl von 39'000 bis 41'000 Seelen beruht, wählt unmittelbar einen Abgeordneten.

Art. 24. Die Wahl erfolgt mit absoluter Stimmenmehrheit.

Art. 25. Jede Versammlung zählt die Stimmen und sendet einen Kommissar für die allgemeine Zählung an den als Mittelpunkt festgelegten Ort.

Art. 26. Wenn die erste Zählung keine absolute Mehrheit ergibt, erfolgt ein zweiter Wahlgang, in dem über die beiden Bürger, die die meisten Stimmen auf sich vereinigt hatten, abgestimmt wird.

Art. 27. Im Falle der Stimmgleichheit hat der Ältere sowohl bei der Stichwahl wie bei der Wahl den Vorzug. Bei gleichem Alter entscheidet das Los.

Art. 28. Jeder Franzose, der die Bürgerrechte ausübt, ist im ganzen Bereich der Republik wählbar.

Art. 29. Jeder Abgeordnete gehört der gesamten Nation an.

Art. 30. Im Falle der Nichtannahme, der Niederlegung, der Absetzung oder des Todes eines Abgeordneten ist für seine Ersetzung durch die Urversammlungen, die ihn gewählt haben, Sorge zu tragen.

Art. 31. Ein Abgeordneter, der seinen Rücktritt erklärt hat, kann seinen Posten erst nach der Einsetzung seines Nachfolgers verlassen.

Art. 32. Das französische Volk versammelt sich jährlich am 1. Mai zur Wahl.

ART. 33. - Il y procède quel que soit le nombre de citoyens ayant droit d'y voter.

ART. 34. - Les Assemblées primaires se forment extraordinairement, sur la demande du cinquième des citoyens qui ont droit d'y voter.

ART. 35. - La convocation se fait, en ce cas, par la municipalité du lieu ordinaire du rassemblement.

ART. 36. - Ces Assemblées extraordinaires ne délibèrent qu'autant que la moitié, plus un, des citoyens qui ont droit d'y voter, sont présents.

Des Assemblées électorales

ART. 37. - Les citoyens réunis en Assemblées primaires nomment un électeur à raison de 200 citoyens, présents ou non ; deux depuis 301 jusqu'à 400 ; trois depuis 501 jusqu'à 600.

ART. 38. - La tenue des Assemblées électorales, et le mode des élections sont les mêmes que dans les Assemblées primaires.

Du Corps législatif

ART. 39. - Le Corps législatif est un, indivisible et permanent.

ART. 40. - Sa session est d'un an.

ART. 41. - Il se réunit le 1er juillet.

ART. 42. - L'Assemblée nationale ne peut se constituer si elle n'est composée au moins de la moitié des députés, plus un.

ART. 43. - Les députés ne peuvent être recherchés, accusés ni jugés en aucun temps, pour les opinions qu'ils ont énoncées dans le sein du Corps législatif.

ART. 44. - Ils peuvent, pour fait criminel, être saisis en flagrant délit : mais le mandat d'arrêt ni le mandat d'amener ne peuvent être décernés contre eux qu'avec l'autorisation du Corps législatif.

Tenue des séances du Corps législatif

ART. 45. - Les séances de l'Assemblée nationale sont publiques.

ART. 46. - Les procès-verbaux de ses séances seront imprimés.

ART. 47. - Elle ne peut délibérer si elle n'est composée de deux cents membres au moins.

ART. 48. - Elle ne peut refuser la parole à ses membres, dans l'ordre où ils l'ont réclamée.

Art. 33. Es führt sie durch, welches auch die Zahl der stimmberechtigten Bürger sein mag.

Art. 34. Die Urversammlungen treten ausserordentlich auf Anfordern des fünften Teiles der stimmberechtigten Bürger zusammen.

Art. 35. Die Einberufung erfolgt in diesem Falle durch die Behörde des gewöhnlichen Versammlungsortes.

Art. 36. Diese ausserordentlichen Versammlungen beschliessen nur, wenn einer mehr als die Hälfte der stimmberechtigten Bürger anwesend ist.

Von den Wahlversammlungen

Art. 37. Die zu Urversammlungen vereinten Bürger wählen auf 200 Bürger, ob anwesend oder nicht, einen Wahlmann; zwei auf 301 bis 400; drei auf 501 bis 600.

Art. 38. Die Abhaltung der Wahlversammlungen und die Art der Wahlen ist dieselbe wie bei den Urversammlungen.

Von der gesetzgebenden Körperschaft

Art. 39. Die gesetzgebende Körperschaft ist einheitlich, unteilbar und immerwährend.

Art. 40. Ihre Sitzungsperiode dauert ein Jahr.

Art. 41. Sie tritt am 1. Juli zusammen.

Art. 42. Die Nationalversammlung kann sich nur bilden, wenn sie aus mindestens einem mehr als der Hälfte der Abgeordneten besteht.

Art. 43. Die Abgeordneten können zu keiner Zeit für die Ansichten, die sie innerhalb der gesetzgebenden Körperschaft geäußert haben, verfolgt, angeklagt oder verurteilt werden.

Art. 44. Sie können bei einem Verbrechen auf frischer Tat ergriffen werden; aber der Haftbefehl und der Befehl, sie vorzuführen, können nur mit Ermächtigung der gesetzgebenden Körperschaft gegen sie erlassen werden.

Verfahren bei den Sitzungen der gesetzgebenden Körperschaft

Art. 45. Die Sitzungen der Nationalversammlung sind öffentlich.

Art. 46. Ihre Sitzungsprotokolle werden gedruckt.

Art. 47. Sie kann nur beschliessen, wenn sie aus mindestens 200 Mitgliedern besteht.

Art. 48. Sie kann ihren Mitgliedern das Wort in der Reihenfolge, in der sie es verlangt haben,

ART. 49. - Elle délibère à la majorité des présents.

ART. 50. - Cinquante membres ont le droit d'exiger l'appel nominal.

ART. 51. - Elle a le droit de censure sur la conduite de ses membres dans son sein.

ART. 52. - La police lui appartient dans le lieu de ses séances, et dans l'enceinte extérieure qu'elle a déterminée.

Des fonctions du Corps législatif

ART. 53. - Le Corps législatif propose des lois et rend des décrets.

ART. 54. - Sont compris, sous le nom général de loi, les actes du Corps législatif, concernant: - La législation civile et criminelle; - L'administration générale des revenus et des dépenses ordinaires de la République; - Les domaines nationaux; - Le titre, le poids, l'empreinte et la dénomination des monnaies; - La nature, le montant et la perception des contributions; - La déclaration de guerre; - Toute nouvelle distribution générale du territoire français; - L'instruction publique; - Les honneurs publics à la mémoire des grands hommes.

ART. 55. - Sont désignés, sous le nom particulier de décret, les actes du Corps législatif, concernant: - L'établissement annuel des forces de terre et de mer; - La permission ou la défense du passage des troupes étrangères sur le territoire français; - L'introduction des forces navales étrangères dans les ports de la République; - Les mesures de sûreté et de tranquillité générales; - La distribution annuelle et momentanée des secours et travaux publics; - Les ordres pour la fabrication des monnaies de toute espèce; - Les dépenses imprévues et extraordinaires; - Les mesures locales et particulières à une administration une commune, à un genre de travaux publics; - La défense du territoire; - La ratification des traités; - La nomination et la destitution des commandants en chef des armées; - La poursuite et la responsabilité des membres du conseil, des fonctionnaires publics; - L'accusation des prévenus de complots contre la sûreté générale de la République; - Tout changement dans la distribution partielle du territoire français; - Les récompenses nationales.

nicht verweigern.

Art. 49. Sie beschliesst mit der Mehrheit der Anwesenden

Art. 50. Fünfzig Mitglieder haben das Recht, eine namentliche Abstimmung zu fordern.

Art. 51. Über das Betragen ihrer Mitglieder in ihrer Mitte hat sie das Recht der Aufsicht.

Art. 52. Am Sitzungsort und in dem äusseren Umkreis, den sie bestimmt hat, steht ihr die Polizei zu.

Die Aufgaben der gesetzgebenden Körperschaft

Art. 53. Die gesetzgebende Körperschaft schlägt Gesetze vor und erlässt Dekrete.

Art. 54. Unter dem allgemeinen Ausdruck «Gesetz» werden die Verfügungen der gesetzgebenden Körperschaft verstanden, die betreffen: die Zivil- und Strafgesetzgebung; die allgemeine Verwaltung der gewöhnlichen Einnahmen und Ausgaben des Staates; die Nationalgüter; den Feingehalt, den Münzfuss, das Gepräge und die Benennung der Münzen; die Art, die Höhe und die Erhebung der Steuern; die Kriegserklärung; jede neue allgemeine Einteilung des französischen Gebietes; den öffentlichen Unterricht; die öffentlichen Ehrungen zum Gedächtnis grosser Männer.

Art. 55. Mit dem besonderen Namen «Dekret» werden die Verfügungen der gesetzgebenden Körperschaft bezeichnet, die betreffen: die jährliche Feststellung der Streitkräfte zu Wasser und zu Lande; die Genehmigung oder das Verbot des Durchmarsches fremder Truppen durch französisches Gebiet; die Einfahrt fremder Seestreitkräfte in den Häfen der Republik; Massnahmen der allgemeinen Sicherheit und Ruhe; die jährliche und augenblickliche Verteilung der Unterstützungen und öffentlichen Arbeiten; die Anordnungen für die Herstellung von Geld jeder Art; unvorhergesehene und ausserordentliche Ausgaben; örtliche und besondere Massnahmen für eine Verwaltung, eine Gemeinde oder eine Art öffentlicher Arbeiten; die Landesverteidigung; die Ratifikation der Verträge; die Ernennung und Abberufung der Oberbefehlshaber der Armeen; die Verfolgung der Verantwortlichkeit der Mitglieder des Rates und der öffentlichen Beamten; die Anklage gegen Personen, die der Verschwörung gegen die allgemeine Sicherheit der Republik beschuldigt werden; jede teilweise Änderung der Einteilung des französischen Gebietes; die Nationalbelohnungen.

De la formation de la loi

ART. 56. - Les projets de loi sont précédés d'un rapport.

ART. 57. - La discussion ne peut s'ouvrir, et la loi ne peut être provisoirement arrêtée que quinze jours après le rapport.

ART. 58. - Le projet est imprimé et envoyé à toutes les communes de la République, sous ce titre : loi proposée.

ART. 59. - Quarante jours après l'envoi de la loi proposée, si, dans la moitié des départements, plus un, le dixième des Assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, n'a pas réclamé, le projet est accepté et devient loi.

ART. 60. - S'il y a réclamation, le Corps législatif convoque les Assemblées primaires.

De l'intitulé des lois et des décrets

ART. 61. - Les lois, les décrets, les jugements et tous les actes publics sont intitulés : Au nom du peuple français, l'an... de la République française.

Du Conseil exécutif

ART. 62. - Il y a un Conseil exécutif composé de vingt-quatre membres.

ART. 63. - L'Assemblée électorale de chaque département nomme un candidat. Le Corps législatif choisit, sur la liste générale, les membres du Conseil.

ART. 64. - Il est renouvelé par moitié à chaque législature, dans les derniers mois de sa session.

Art. 65. — Le Conseil est chargé de la direction et de la surveillance de l'administration générale ; il ne peut agir qu'en exécution des lois et des décrets du Corps législatif.

Art. 66. — Il nomme, hors de son sein, les agents en chef de l'administration générale de la République.

Art. 67. — Le Corps législatif détermine le nombre et les fonctions de ces agents.

Art. 68. — Ces agents ne forment point un conseil ; ils sont séparés, sans rapports immédiats entre eux ; ils n'exercent aucune autorité personnelle.

Art. 69. — Le Conseil nomme, hors de son sein,

Von der Entstehung von Gesetzen

Art. 56. Gesetzesvorschläge werden von einem Bericht begleitet.

Art. 57. Erst vierzehn Tage nach dem Bericht kann die Diskussion eröffnet und das Gesetz provisorisch beschlossen werden.

Art. 58. Der Vorschlag wird gedruckt und allen Gemeinden der Republik unter der Aufschrift «Vorgeschlagenes Gesetz» übersandt.

Art. 59. Wenn 40 Tage nach Übersendung des vorgeschlagenen Gesetzes in der um eines größeren Hälfte der Departements ein Zehntel ihrer regelmässig gebildeten Urversammlungen nicht reklamiert hat, ist der Vorschlag angenommen und wird «Gesetz».

Art. 60. Wenn eine Reklamation erfolgt, beruft die gesetzgebende Körperschaft die Urversammlungen ein.

Die Überschrift der Gesetze und Dekrete

Art. 61. Die Gesetze, Dekrete, Urteile und alle öffentlichen Verfügungen sind überschrieben: «Im Namen des französischen Volkes, im Jahre...der Französischen Republik.»

Vom Vollzugsrat

Art. 62. Der Vollzugsrat besteht aus 24 Mitgliedern.

Art. 63. Die Wahlversammlungen jedes Departements wählt einen Kandidaten. Die gesetzgebende Körperschaft wählt aus der allgemeinen Liste die Mitglieder des Rates.

Art. 64. Er wird zur Hälfte in jeder Legislaturperiode in den letzten Monaten der Tagung erneuert.

Art. 65. Der Rat ist mit der Leitung und Überwachung der allgemeinen Verwaltung beauftragt. Er kann nur die Gesetze und Dekrete der gesetzgebenden Körperschaft ausführen.

Art. 66. Er ernennt, jedoch nicht aus seiner Mitte, die leitenden Beamten der allgemeinen Verwaltung der Republik.

Art. 67. Die gesetzgebende Körperschaft bestimmt die Zahl und die Aufgaben dieser Beamten.

Art. 68. Diese Beamten bilden kein Kollegium; sie sind getrennt, ohne unmittelbare Beziehung untereinander; sie üben keine persönliche Gewalt aus.

Art. 69. Der Rat ernennt, aber nicht aus seiner

les agents extérieurs de la République.

Art. 70. — Il négocie les traités.

Art. 71. — Les membres du Conseil, en cas de prévarication, sont accusés par le Corps législatif.

Art. 72. — Le Conseil est responsable de l'inexécution des lois et des décrets, et des abus qu'il ne dénonce pas.

Art. 73. — Il révoque et remplace les agents à sa nomination.

Art. 74. — Il est tenu de les dénoncer, s'il y a lieu, devant les autorités judiciaires.

Des relations du Conseil exécutif avec le Corps législatif

Art. 75. — Le Conseil exécutif réside auprès du Corps législatif; il a l'entrée et une place séparée dans le lieu de ses séances.

Art. 76. — Il est entendu toutes les fois qu'il a un compte à rendre.

Art. 77. — Le Corps législatif l'appelle dans son sein, en tout ou en partie lorsqu'il le juge convenable.

Des corps administratifs et municipaux

Art. 78. — Il y a dans chaque commune de la République une administration municipale; — Dans chaque district, une administration intermédiaire; — Dans chaque département, une administration centrale.

Art. 79. — Les officiers municipaux sont élus par les Assemblées de commune.

Art. 80. — Les administrateurs sont nommés par les assemblées électorales de département et de district.

Art. 81. — Les municipalités et les administrations sont renouvelées tous les ans par moitié.

Art. 82. — Les administrateurs et officiers municipaux n'ont aucun caractère de représentation. — Ils ne peuvent, en aucun cas, modifier les actes du Corps législatif, ni en suspendre l'exécution.

Art. 83. — Le Corps législatif détermine les fonctions des officiers municipaux et des administrateurs, les règles de leur subordination, et les peines qu'ils pourront encourir.

Art. 84. — Les séances de municipalités et des

Mitte, die Beamten des auswärtigen Dienstes der Republik.

Art. 70. Er verhandelt über Verträge.

Art. 71. Die Mitglieder des Rates werden im Falle einer Pflichtverletzung durch die gesetzgebende Körperschaft angeklagt.

Art. 72. Der Rat ist für die Nichtausführung der Gesetze und Dekrete und für Missbräuche, die er nicht anzeigt, verantwortlich.

Art. 73. Er ruft die Beamten nach seinem Willen ab und ersetzt sie.

Art. 74. Er ist verpflichtet, sie gegebenenfalls den Justizbehörden anzuzeigen.

Die Beziehungen des Vollzugsrates zur gesetzgebenden Körperschaft

Art. 75. Der Vollzugsrat hat seinen Sitz bei der gesetzgebenden Körperschaft; er hat Zutritt und einen besonderen Platz am Sitzungsort.

Art. 76. Er wird jedesmal angehört, wenn er Rechenschaft zu geben hat.

Art. 77. Die gesetzgebende Körperschaft beruft ihn ganz oder zum Teil in ihre Mitte, wenn sie es für zweckmässig hält.

Von den Verwaltungskörperschaften und den Gemeinden

Art. 78. In jeder Gemeinde der Republik gibt es eine Gemeindeverwaltung, in jedem Bezirk eine mittlere Verwaltung, in jedem Departement eine Zentralverwaltung.

Art. 79. Die Gemeindebeamten werden durch die Gemeindeversammlungen gewählt.

Art. 80. Die Administratoren werden durch die Wahlversammlungen des Departements und Bezirkes gewählt.

Art. 81. Die Gemeindeverwaltungen und die Verwaltungsbehörden werden jährlich zur Hälfte erneuert.

Art. 82. Die Administratoren und Gemeindebeamten haben keinen repräsentativen Charakter. Sie können die Verfügungen der gesetzgebenden Körperschaft in keinem Falle abändern oder ihre Ausführung aufschieben.

Art. 83. Die gesetzgebende Körperschaft bestimmt die Aufgaben der Gemeindebeamten und Administratoren, die Grundsätze ihrer Unterordnung und die Strafen, denen sie verfallen können.

Art. 84. Die Sitzungen der Gemeindeverwaltung

administrations sont publiques.

De la Justice civile

Art. 85. — Le code des lois civiles et criminelles est uniforme pour toute la République.

Art. 86. — Il ne peut être porté aucune atteinte au droit qu'ont les citoyens de faire prononcer sur leurs différends par des arbitres de leur choix.

Art. 87. — La décision de ces arbitres est définitive, si les citoyens ne se sont pas réservé le droit de réclamer.

Art. 88. — Il y a des juges de paix élus par les citoyens des arrondissements déterminés par la loi.

Art. 89. — Ils concilient et jugent sans frais.

Art. 90. — Leur nombre et leur compétence sont réglés par le Corps législatif.

Art. 91. — Il y a des arbitres publics élus par les Assemblées électorales.

Art. 92. — Leur nombre et leurs arrondissements sont fixés par le Corps législatif.

Art. 93. — Ils connaissent des contestations qui n'ont pas été terminées définitivement par les arbitres privés ou par les juges de paix.

Art. 94. — Ils délibèrent en public. — Ils opinent à haute-voix. — Ils statuent en dernier ressort, sur défenses verbales, ou sur simple mémoire, sans procédures et sans frais. — Ils motivent leurs décisions.

Art. 95. — Les juges de paix et les arbitres publics sont élus tous les ans.

De la Justice criminelle

Art. 96. — En matière criminelle, nul citoyen ne peut être jugé que sur une accusation reçue par les jurés ou décrétée par le Corps législatif. — Les accusés ont des conseils choisis par eux, ou nommés d'office. — L'instruction est publique. — Le fait et l'intention sont déclarés par un juré de jugement. — La peine est appliquée par un tribunal criminel.

Art. 97. — Les juges criminels sont élus tous les ans par les Assemblées électorales.

Du Tribunal de cassation

gen und Verwaltungsbehörden sind öffentlich.

Von der Zivilgerichtsbarkeit

Art. 85. Das bürgerliche und das Strafgesetzbuch sind für die ganze Republik einheitlich.

Art. 86. In das Recht der Bürger, ihre Streitigkeiten durch Schiedsrichter ihrer Wahl entscheiden zu lassen, darf nicht eingegriffen werden.

Art. 87. Die Entscheidung dieser Schiedsrichter ist endgültig, wenn sich die Bürger nicht das Recht der Berufung vorbehalten haben.

Art. 88. Es gibt Friedensrichter. Sie werden durch die Bürger der durch das Gesetz bestimmten Bezirke gewählt.

Art. 89. Sie versöhnen und urteilen kostenlos.

Art. 90. Ihre Zahl und ihre Zuständigkeit werden durch die gesetzgebende Körperschaft festgelegt.

Art. 91. Es gibt öffentliche Schiedsrichter, die durch die Wahlversammlungen gewählt werden.

Art. 92. Ihre Anzahl und ihre Amtsbezirke werden von der gesetzgebenden Körperschaft festgesetzt.

Art. 93. Sie erkennen in den Streitsachen, die nicht abschliessend durch private Schiedsrichter oder durch die Friedensrichter entschieden worden sind.

Art. 94. Sie beratschlagen öffentlich. — Sie äussern ihre Meinung mit lauter Stimme. — Sie entscheiden in letzter Instanz form- und kostenlos über mündliche Verteidigungen oder über ein einfaches Gesuch. — Sie begründen ihre Entscheidungen.

Art. 95. Der Friedensrichter und die öffentlichen Schiedsrichter werden jährlich gewählt.

Von der Strafgerichtsbarkeit

Art. 96. In Strafsachen kann ein Bürger nur auf Grund einer durch die Geschworenen empfangenen oder durch die gesetzgebende Körperschaft beschlossenen Anklage verurteilt werden. — Die Angeklagten haben von ihnen gewählte oder von Amtes wegen ernannte Beistände. — Die Verhandlung ist öffentlich. Tatbestand und Absicht werden durch ein Geschworenengericht ausgesprochen. — Die Strafe wird durch ein Kriminalgericht auferlegt.

Art. 97. Die Strafrichter werden jährlich durch die Wahlversammlungen gewählt.

Vom Kassationshof

Art. 98. — Il y a pour toute la République un Tribunal de cassation.

Art. 99. — Ce tribunal ne connaît point du fond des affaires. — Il prononce sur la violation des formes et sur les contraventions expresses à la loi.

Art. 100. — Les membres de ce tribunal sont nommés tous les ans par les Assemblées électorales.

Des Contributions publiques

Art. 101. — Nul citoyen n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques.

De la Trésorerie nationale

Art. 102. — La trésorerie nationale est le point central des recettes et dépenses de la République.

Art. 103. — Elle est administrée par des agents comptables, nommés par le Conseil exécutif.

Art. 104. — Ces agents sont surveillés par des commissaires nommés par le Corps législatif, pris hors de son sein, et responsables des abus qu'ils ne dénoncent pas.

De la Comptabilité

Art. 105. — Les comptes des agents de la trésorerie nationale et des administrateurs des deniers publics, sont rendus annuellement à des commissaires responsables, nommés par le Conseil exécutif.

Art. 106. — Ces vérificateurs sont surveillés par des commissaires à la nomination du Corps législatif, pris hors de son sein, et responsables des abus et des erreurs qu'ils ne dénoncent pas. — Le Corps législatif arrête les comptes.

Des Forces de la République

Art. 107. — La force générale de la République est composée du peuple entier.

Art. 108. — La République entretient à sa solde, même en temps de paix, une force armée de terre et de mer.

Art. 109. — Tous les Français sont soldats ; ils sont tous exercés au maniement des armes.

Art. 110. — Il n'y a point de généralissime.

Art. 111. — La différence des grades, leurs marques distinctives et la subordination ne subsistent

Art. 98. Für die ganze Republik gibt es einen Kassationshof.

Art. 99. Dieser Gerichtshof erkennt nicht über den Tatbestand. Er entscheidet über Formverletzungen und über ausdrückliche Gesetzesverletzungen.

Art. 100. Die Mitglieder diese Gerichtshofes werden jährlich durch die Wahlversammlungen gewählt.

Von den öffentlichen Steuern

Art. 101. Kein Bürger ist von der ehrenvollen Verpflichtung ausgeschlossen, zu den öffentlichen Lasten beizusteuern.

Vom Nationalschatz

Art. 102. Der Nationalschatz ist der Mittelpunkt der Einnahmen und Ausgaben der Republik.

Art. 103. Er wird durch vom Vollzugsrat ernannte Rechnungsbeamte verwaltet.

Art. 104. Diese Beamten werden durch Kommissare überwacht, welche die gesetzgebende Körperschaft, jedoch nicht aus ihrer Mitte, wählt und die für Missstände, die sie nicht anzeigen, verantwortlich sind.

Vom Rechnungswesen

Art. 105. Die Rechnungen der Beamten des Nationalschatzes und der Administratoren der öffentlichen Gelder werden jährlich von den verantwortlichen, durch den Vollzugsrat ernannten Kommissaren abgenommen.

Art. 106. Diese Prüfer werden durch Kommissare überwacht, welche die gesetzgebende Körperschaft, jedoch nicht aus ihrer Mitte, wählt und die für Missbräuche und Irrtümer, die sie nicht anzeigen, verantwortlich sind. — Die gesetzgebende Körperschaft bewahrt die Rechnungen auf.

Von den Streitkräften der Republik

Art. 107. Die allgemeine Streitmacht der Republik besteht aus dem ganzen Volke.

Art. 108. Die Republik unterhält selbst in Friedenszeiten eine besoldete Land- und Seestreitmacht.

Art. 109. Alle Franzosen sind Soldaten. Alle werden im Gebrauch der Waffen geübt.

Art. 110. Es gibt keinen Generalissimus.

Art. 111. Der Unterschied der Dienstgrade, ihre unterscheidenden militärischen Abzeichen und

que relativement au service et pendant sa durée.

Art. 112. — La force publique employée pour maintenir l'ordre et la paix dans l'intérieur, n'agit que sur la réquisition par écrit des autorités constituées.

Art. 113. — La force publique employée contre les ennemis du dehors, agit sous les ordres du Conseil exécutif.

Art. 114. — Nul corps armé ne peut délibérer.

Des Conventions nationales

Art. 115. — Si dans la moitié des départements, plus un, le dixième des Assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, demande la révision de l'acte constitutionnel, ou le changement de quelques-uns de ces articles, le Corps législatif est tenu de convoquer toutes les Assemblées primaires de la République, pour savoir s'il y a lieu à une Convention nationale.

Art. 116. — La Convention nationale est formée de la même manière que les législatures, et en réunit les pouvoirs.

Art. 117. — Elle ne s'occupe, relativement à la Constitution, que des objets qui ont motivé sa convocation.

Des rapports de la République française avec les nations étrangères

Art. 118. — Le Peuple français est l'ami et l'allié naturel des peuples libres.

Art. 119. — Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations ; il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien.

Art. 120. — Il donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté. — Il le refuse aux tyrans.

Art. 121. — Il ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire.

De la Garantie des Droits

Art. 122. — La Constitution garantit à tous les Français l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété, la dette publique, le libre exercice des cultes, une instruction commune, des secours publics, la liberté indéfinie de la presse, le droit de pétition, le droit de se réunir en sociétés populaires, la jouissance de tous les Droits de l'homme.

die Unterordnung besteht nur im Dienste und während seiner Dauer.

Art. 112. Werden die öffentlichen Streitkräfte für die Aufrechterhaltung der Ordnung und des Friedens im Innern eingesetzt, handeln sie nur auf schriftliche Anforderung durch die verfassungsmässigen Autoritäten.

Art. 113. Werden die Streitkräfte gegen äussere Feinde eingesetzt, handeln sie auf Anordnung des Vollzugsrates.

Art. 114. Kein bewaffnetes Korps kann beratschlagen.

Von den Nationalkonventen

Art. 115. Wenn in der um eines grösseren Hälfte der Departements ein Zehntel ihrer ordnungsgemäss gebildeten Urversammlungen die Revision der Verfassungsurkunde oder die Abänderung einiger Artikel fordert, ist die gesetzgebende Körperschaft verpflichtet, alle Urversammlungen der Republik einzuberufen, um zu erfahren, ob ein Nationalkonvent stattfinden soll.

Art. 116. Der Nationalkonvent wird auf die gleiche Weise wie die gesetzgebenden Körperschaften gebildet und vereinigt in sich die Gewalten.

Art. 117. Er beschäftigt sich hinsichtlich der Verfassung nur mit den Gegenständen, die der Grund seiner Einberufung waren.

Von den Beziehungen der Französischen Republik zu fremden Nationen

Art. 118. Das französische Volk ist der Freund und natürliche Verbündete aller freien Völker.

Art. 119. Es mischt sich nicht in die Regierung anderer Nationen ein; es duldet nicht, dass andere Nationen sich in die seine einmischen.

Art. 120. Es gewährt Ausländern, die um der Sache der Freiheit willen aus ihrem Vaterland vertrieben wurden, Zuflucht. Es verweigert sie den Tyrannen.

Art. 121. Es schliesst keinen Frieden mit einem Feind, der sein Gebiet besetzt hält.

Von der Garantie der Menschenrechte

Art. 122. Die Verfassung verbürgt allen Franzosen Gleichheit, Freiheit, Sicherheit, Eigentum, öffentliche Schuld, freie Ausübung des Gottesdienstes, allgemeinen Unterricht, öffentliche Unterstützung, unbeschränkte Pressefreiheit, das Petitionsrecht, das Recht, sich in Volksversammlungen zu vereinen, den Genuss aller Menschenrechte.

Art. 123. — La République française honore la loyauté, le courage, la vieillesse, la piété filiale, le malheur. Elle remet le dépôt de sa Constitution sous la garde de toutes les vertus.

Art. 124. — La déclaration des Droits et l'acte constitutionnel sont gravés sur des tables au sein du Corps législatif et dans les places publiques.

Art. 123. Die Französische Republik ehrt Treue, Mut, kindliche Liebe und Unglück. Sie stellt das Gut ihrer Verfassung unter die Hut aller Tugenden.

Art. 124. Die Erklärung der Menschenrechte und die Verfassungsurkunde sind auf Tafeln in der Mitte der gesetzgebenden Körperschaft und an öffentlichen Plätzen eingegraben worden.

Quelle: FRANZ GÜNTHER, Staatsverfassungen, Eine Sammlung wichtiger Verfassungen der Vergangenheit und Gegenwart in Urtext und Übersetzung, 3., durchgesehene Auflage, Darmstadt 1975.